
Lettonie/Russie : 185 milliards d'euros ou des remerciements?

Description

Par Céline Bayou (sources : Rossiïskaïa gazeta, Mixnews.lv, RIA Novosti, Facebook)

«Moscou n'a jamais tenté de retenir de force les pays baltes», a insisté le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, dans une interview au journal suédois *Dagens Nyheter*. Et de rappeler que lorsque l'URSS a disparu, ces pays ont, comme ils le disent, recouvré leur liberté. «Il y a eu quelques excès, notamment à Vilnius, au centre de télévision. Depuis, malheureusement, des gens d'un certain âge qui n'ont attaqué aucun civil mais ont seulement tenté de protéger le bâtiment de la télévision comme on leur en avait donné l'ordre se retrouvent devant les tribunaux lituaniens, accusés de tous les péchés mortels. Je pense que c'est déshonorant».

Le ministre s'est étonné, dans ces conditions, de ne trouver aucune reconnaissance de la part des Baltes mais, au contraire, de devoir envisager des demandes de compensation pour le «prétendu» préjudice subi du fait de l'incorporation dans l'Union soviétique. «Ils affirment que l'URSS les a 'violés, utilisés, exploités'. Jusqu'à aujourd'hui, des gens malades font des comptes et évoquent 185 milliards d'euros pour je ne sais quoi. Pour le fait que nous y avons construit une industrie, y avons modernisé l'économie et avons consacré beaucoup plus d'argent par habitant que, directement, nous ne l'avons fait pour la république soviétique de Russie?» Pour le ministre, ces gens ont une mentalité qu'on ne peut pas corriger.

Tout récemment, la députée lettone au Parlement européen Inese Vaidere (parti Unité-PPE) a en effet énoncé la somme de 185 milliards d'euros que son pays pourrait réclamer à la Russie en compensation de l'occupation soviétique. Ce chiffre, calculé par une commission créée il y a 11 ans, tient compte notamment des dommages démographiques et environnementaux subis.

Cette demande a provoqué la réaction du maire russophone de Riga, Nils Ušakovs (parti Centre de l'harmonie) qui a publié sur son compte Facebook des caricatures qu'il a commentées: pour lui, depuis 25 ans, les leaders politiques lettons de droite réduisent tous les problèmes du pays à l'héritage historique et reprennent périodiquement l'antienne de la demande de compensation. Puis ils retournent à leurs affaires, après avoir détourné l'attention des habitants. Ce à quoi le député letton Vilnis Ķirsis (Unité) a réagi, lui, en demandant à ce que le maire soit jugé et condamné à une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison pour ces caricatures.

N.Ušakovs a rétorqué: il n'avait qu'un an lorsque I.Vaidere a adhéré au Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en 1977. Alors combien doit-elle payer de compensation pour les crimes commis par le pouvoir soviétique, qu'elle a sincèrement servi 12 ans durant?

date créée

01/05/2016

Champs de Méta